



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2720
18 septembre 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

Lutte

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Face à la crise qui s'aggrave, imposer les exigences vitales des travailleurs !

**Auchan, PSA,
Dassault...
Coffres pleins
et licenciements**

Pages 11 à 15

**Face au Covid
Le scandale
du manque
de moyens**

Page 3

**Méditerranée
Les marchands
d'armes
à l'œuvre**

Page 8

Leur société

- Épidémie : le scandale du manque de moyens 3
- APLD : une protection des profits, pas des emplois 3
- Gauche : le retour des marchands d'illusions 4
- Débat Martinez -Roux de Bézieux : les intérêts des travailleurs à la trappe 4
- Rentrée scolaire : toujours plus chaotique 5
- Lycée Paul-Éluard - Saint-Denis : le grand n'importe quoi de la rentrée 5
- Action logement : par ici les millions ! 5
- Gilets jaunes : les matraques sont toujours de sortie 6
- Tziganes : les crimes de l'État 6
- Médicaments : des pénuries à rendre malade 7
- 5G : profits cinquième génération 7
- LVMH -Tiffany : luxueuse rupture 7
- Fraude aux prestations sociales 11
- Sommet Chine-UE : considérations humanitaires et guerre économique 16
- Tour de France : la machine à cash 16

Dans le monde

- Turquie : les fanfaronnades d'Erdogan 8
- Rafale grecs : pour bombarder français 8
- Lesbos : enfermement criminel 9
- Etats-Unis : feux de forêt et intérêts privés 9
- Rapport d'Oxfam : un capitalisme toujours plus parasite 9

Il y a 100 ans

- Le congrès des peuples d'Orient 10

Dans les entreprises

- Continental - Aix-la-Chapelle 11
- Lille : rassemblement contre les licenciements 11
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 12
- Le Mans : grève dans les laboratoires d'analyse 13
- Beneteau 13
- Verallia - Cognac 13
- ADP 14
- Ryanair 14
- RATP Bus : contre la révocation d'Alex 14
- Auchan 15
- Alinea 15

Agenda

- Fêtes de Lutte ouvrière 3
- Meeting à Paris 3
- Élections législatives partielles : votez Lutte ouvrière ! 16

Manifestons le 17 septembre, les travailleurs n'ont pas à payer la crise !

Jeudi 17 septembre, les salariés du privé et du public, le personnel hospitalier, les cheminots, les enseignants... étaient appelés par la CGT, Solidaires et la FSU à une journée nationale de grève et de manifestations.

Réagissant à l'appel à la grève à la SNCF, le ministre des Transports, Jean-Baptiste Djebbari, a dénoncé celles et ceux qui se mobilisaient : « *C'est un peu une grève par habitude [...] et c'est dommage parce que dans un moment compliqué pour la France [...], j'aurais espéré qu'il y ait une forme de paix sociale ?* »

De quelle paix sociale parle-t-il ? Tous les jours, des salariés sont jetés à la rue avec une violence inouïe. Partout, le grand patronat multiplie les attaques contre les salaires et les conditions de travail.

Une famille richissime, les Mulliez, à la tête d'Auchan, veut mettre 1 400 personnes à la porte du groupe. Cette même famille vient de mettre en liquidation Alinea, une enseigne de meubles, avant de la racheter en se débarrassant de la moitié du personnel. Et ce, en pleine crise, alors que plus de 750 000 chômeurs ont déjà rejoint Pôle emploi. C'est ça, la paix sociale dont parle le ministre ?

Comment parler de paix sociale quand les salariés de PME voient les plans de licenciements se multiplier parce que les grands groupes donneurs d'ordres mettent le couteau sous la gorge de leurs sous-traitants ? Il en est de même pour des milliers d'ouvriers, d'employés et d'ingénieurs de l'aéronautique, de l'automobile ou du tourisme : pendant des années, ils ont fait prospérer leur entreprise et ont permis aux actionnaires d'amasser des fortunes et, dès qu'il y a des difficultés, c'est « allez voir ailleurs » ?

Nous sommes dans une guerre sociale et ce sont les capitalistes qui la mènent. Les licenciements, la baisse des salaires et le durcissement des conditions de travail sont des choix de la bourgeoisie pour maintenir et augmenter ses marges et ses profits. Pour cela, elle fabriquera de nouveaux bataillons de chômeurs et créera de nouveaux déserts industriels.

Le monde du travail s'appauvrit et la société recule des années en arrière pour qu'une minorité capitaliste continue de faire son beurre au travers d'un système épuisé par une concurrence folle. Et c'est encore ce grand patronat, et son système, que le gouvernement aide en l'arrosant de milliards, milliards qui, une fois de plus, alimenteront les profits, la finance et la spéculation. La Bourse, qui a retrouvé ses niveaux d'avant le Covid, l'a bien compris.

Face aux attaques de la bourgeoisie, face à sa rapacité, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de se défendre. Il faut qu'ils agissent collectivement et se dotent d'un plan de combat, car le grand patronat ne connaît que le rapport de force.

Ce plan doit partir des intérêts vitaux de la classe ouvrière. Il faut travailler moins pour travailler tous, sans perte de salaire. Il faut augmenter les salaires, pas les marges ni les dividendes.



Il faut le contrôle des salariés sur les milliards d'euros que le grand patronat va encaisser : cet argent doit servir à garantir les emplois et les salaires.

Contre l'explosion du chômage, il faut aussi créer des emplois dans la santé, l'éducation, les transports. En ces temps d'épidémie, cela devrait être une évidence. Mais, même pour cela, il faudra se battre car, si la situation sanitaire est aussi inquiétante, c'est que le gouvernement ne fait toujours pas ce qu'il faut.

À part imposer le port du masque, restreindre la vie sociale, tout en nous demandant d'aller travailler, qu'est-ce qu'il a fait ? Les transports collectifs ont-ils été renforcés pour réduire la promiscuité ? Non. L'Éducation nationale s'est-elle donné les moyens de travailler en groupes restreints ? A-t-elle embauché du personnel supplémentaire pour pallier les absences d'éventuels malades ? Non plus.

Même les laboratoires, au cœur de la lutte sanitaire, sont dans l'improvisation et manquent de bras. Quant aux hôpitaux ou aux Ehpad, ce ne sont pas les annonces dérisoires qui peuvent nous rassurer. La seule chose que le gouvernement a faite sérieusement, c'est de se porter au secours du patronat. C'est un État au service de la bourgeoisie !

Le monde du travail n'a que des coups à attendre du grand capital et de son État. Alors ceux qui manifestent ont raison. Ils préparent le monde du travail au combat qu'il va devoir mener. Ils réaffirment cette nécessité qui existe depuis qu'il y a des exploités, et qui a guidé toutes les générations de militants : « *Prolétaires, sauvez-vous nous-mêmes !* »

Épidémie : le scandale du manque de moyens

Ces dernières semaines ont été marquées par des discours successifs des responsables scientifiques et politiques, dans lesquels tous ont présenté une situation épidémique qui se dégrade. Mais ils semblent surtout pressés de ne rien faire.

Le 3 septembre, le Conseil scientifique a rendu un avis constatant l'échec de la politique du « tester, tracer, isoler » menée depuis des mois. Il reconnaissait que les délais pour se faire tester sont trop longs. Il faut en moyenne plus de trois jours entre le début des symptômes et le prélèvement, et attendre encore plusieurs jours pour obtenir le résultat. Il admettait également que l'isolement de quatorze jours prévu pour les cas positifs ou suspects n'est que très peu appliqué.

Devant la remontée de l'épidémie, le président du Conseil scientifique s'est répandu dans la presse pour déclarer que le gouvernement allait devoir prendre des décisions difficiles, mais sans dire lesquelles. Le président Macron a commencé par répondre que ce n'était pas aux scientifiques de décider. Puis, vendredi

11 septembre, confiné à Maignon, le Premier ministre a annoncé quelques mesures qui ne changent rien et surtout précisé qu'il revenait aux préfets et aux élus locaux de décider dans leur coin. Ceux-ci y sont donc allés de leurs annonces : dans les Bouches-du-Rhône, les rassemblements de plus de 1000 personnes ont été interdits ainsi que les groupes de dix personnes sur les plages, les boissons alcoolisées dans les rues et les soirées dansantes... Il est peu probable que cela arrête l'épidémie.

Les hommes politiques et leurs conseillers scientifiques sont toutefois d'accord sur un point : il ne faut pas reconfiner, cela coûterait trop cher. Leur indécision à tous cache mal que leur priorité absolue est de préserver les profits patronaux, une ligne de conduite qu'ils suivent depuis le début de l'épidémie. Sur le



À Marseille, une file d'attente pour se faire tester.

plan sanitaire, les autorités n'ont jamais rien anticipé et c'est ce qui a rendu le confinement incontournable en mars.

Aujourd'hui, les principaux foyers de contamination sont les lieux de travail. Dans les écoles, les règles sanitaires sont insuffisantes ou impossibles à respecter, notamment à cause du manque de personnel. Mais, face à cela,

rien de sérieux n'est fait. La remontée de l'épidémie risque donc d'aboutir à une nouvelle saturation des hôpitaux et des réanimations et... à de nouveaux confinements décidés brutalement au dernier moment.

Pour faire face, il faudrait embaucher rapidement dans les hôpitaux et les Ehpad, mais il est évident que ce gouvernement ne le fera pas. Comme

tous les dirigeants du monde capitaliste, il démontre chaque jour son inaptitude à défendre les intérêts généraux de la population. Les travailleurs sont indispensables au fonctionnement de la société. S'ils la géraient directement eux-mêmes, ils feraient mieux que les patrons et les gouvernements à leur service.

Jean Pollus

APLD : une protection des profits, pas des emplois

Le gouvernement a mis en place cet été l'Allocation partielle longue durée (APLD) : un nouveau dispositif concernant le chômage partiel qui, derrière la promesse de maintien de l'emploi, constitue en fait un nouveau cadeau pour le patronat.

Un patron peut profiter de ce dispositif s'il signe un accord d'entreprise avec des syndicats ou s'il y a déjà un accord de branche. Avec cela, il pourra baisser jusqu'à 50 % la durée du travail pour une période renouvelable tous les six mois et allant jusqu'à 24 mois. Sur les heures chômées, le travailleur touchera une indemnité correspondant à 85 % de son salaire horaire net. L'État en financera

85 %, le patron n'ayant à sa charge que les 15 % restants, s'il veut bien les payer.

Pour le patronat, l'APLD est donc très avantageuse. Ce n'est pas étonnant, car l'idée même de ce dispositif est née dans les bureaux du patronat de la métallurgie. Rien que pour 2021, le gouvernement a évalué ce cadeau à 6,6 milliards d'euros. Mais pour les travailleurs,

c'est tout le contraire. Avec l'APLD perdront 15 % de leur salaire des heures chômées, alors que les fins de mois sont déjà difficiles. Mais surtout, contrairement à ce que déclare le gouvernement, ce dispositif ne protégera pas les travailleurs du chômage. C'est encore moins le cas pour les travailleurs précaires, les intérimaires ou ceux en CDD, qui ne sont pas concernés par l'APLD. Et pour ceux qui y ont droit, le texte de loi et le décret d'application sont très flous sur les licenciements et renvoient aux accords de branche et d'entreprise.

Comme toujours, les patrons ne sont obligés à rien. Le ministère du Travail l'a d'ailleurs confirmé en déclarant : « Un accord [...] pourra permettre des licenciements en même temps. ». Même dans le cas d'un accord un peu contraignant en matière d'emploi, les patrons pourront toujours le dénoncer, s'ils trouvent qu'il est finalement plus avantageux de licencier. En effet il n'est pas prévu de les sanctionner, même financièrement : au pire, ils devront juste rembourser à l'État ce qu'ils auront perçu.

Enfin, qui contrôlera que

les patrons n'ont pas fraudé et licencié de manière déguisée ? On ne peut l'attendre de l'État, dont les hauts fonctionnaires sont complices du grand patronat et qui supprime actuellement des postes dans des secteurs comme l'inspection du travail.

Pour se protéger vraiment contre le chômage, les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes. Ils devront imposer la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire, en prenant sur les profits présents et passés accumulés par le patronat.

Arnaud Louvet

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 19 septembre à partir de 19 heures et dimanche 20 septembre à partir de 11h30

Espace Mosaïque à Saint-Priest
Samedi à 20 heures :
intervention de Nathalie Arthaud

Toulouse

Samedi 26 septembre à partir de 18 heures et dimanche 27 à partir de 11 heures
Hall 8 du Parc des expositions

Rennes

Samedi 3 octobre de 15 heures à minuit
Carrefour 18 - 7, rue d'Espagne

Orléans

Dimanche 11 octobre de 10h30 à 19 heures
Salle des Bicharderies
ZA des Bicharderies
à Fleury-les-Aubrais

Meeting à Paris

avec Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier

Vendredi 9 octobre à 20 heures

Grande salle de la Mutualité
24 rue Saint-Victor - Paris 5^e
M° Maubert-Mutualité

Entrée libre. Cette réunion se déroulera dans le respect des normes sanitaires en vigueur.

Gauche : le retour des marchands d'illusions

Interviewé lundi 14 septembre, Yannick Jadot d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) a fait acte de candidature à l'élection présidentielle de 2022, déclarant : « *Macron cinq ans de plus, ce serait une catastrophe. Il y a un chemin pour le vaincre, il faut une candidature de rassemblement autour de l'écologie. C'est ce que je porte.* »

Tous les dirigeants des partis de gauche se disent partisans du rassemblement, présenté comme la seule façon de ne pas voir le scénario de 2017 se reproduire, avec un duel Macron-Le Pen au deuxième tour. Mais, dans le même temps, ils sont plusieurs à considérer que ce rassemblement doit se faire derrière eux. Ainsi, sur la lancée des bons résultats des écologistes aux élections municipales, Jadot s'est payé le luxe de se déclarer avant Mélenchon qui, lui, a préféré attendre le mois d'octobre pour dévoiler sa décision. Le dirigeant de La France insoumise (LFI) laisse planer un faux suspense pour quelque temps, mais pas trop longtemps tout de même, car la course est lancée.

Le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, avait lui

aussi choisi d'entretenir le doute, déclarant lors de la journée d'été du PCF à Malo-les-Bains, dans le Nord, le 29 août : « *Si tous ceux-là pensent que, comme en 2017 et 2012, le Parti communiste ne présentera pas de candidat, je dis à tout le monde : vous vous trompez.* » En agitant cette menace, le dirigeant communiste cherche en fait à marchander des places pour son parti, en particulier dans la perspective des élections régionales et départementales prévues en mars 2021.

Quant au Parti socialiste, il est tellement affaibli que son dirigeant, Olivier Faure, s'est dit prêt à se ranger derrière un candidat écologiste en 2022. Mais les ambitions d'EE-LV aux élections régionales suscitent l'hostilité de certains barons du PS, en particulier de ceux qui veulent conserver leur poste

de président des régions du Centre-Val de Loire, d'Occitanie, de Nouvelle Aquitaine ou de Bretagne.

Derrière les grandes déclarations des uns et des autres sur la nécessité d'offrir une alternative à Macron, il y a donc surtout la cuisine politique habituelle, dont le seul véritable enjeu est la répartition des postes et des places entre les notables de ces partis totalement intégrés dans les institutions, à tous les niveaux de l'appareil d'État.

Chaque fois qu'ils sont arrivés au pouvoir, en 1981 avec Mitterrand, en 1997 avec Jospin et en 2012 avec Hollande, ces partis ont renié les promesses qu'ils avaient pu faire aux travailleurs, se soumettant aux exigences du grand patronat et des plus riches. Ce sont ces trahisons successives qui ont démoralisé leurs militants et leur ont fait perdre une grande partie de leurs électeurs. Aujourd'hui, les dirigeants du PS, du PC, de LFI et des écologistes cherchent à exploiter à leur profit le rejet de Macron qui s'exprime dans de nombreuses couches de la population,

Refaire l'union de la gauche ?



mais cela ne pourrait que conduire une nouvelle fois dans une impasse.

Pour mettre un coup d'arrêt à la dégradation de leurs conditions de vie, à la montée du chômage et de la pauvreté, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs mobilisations. Pour permettre au plus grand nombre de satisfaire des besoins élémentaires

comme se soigner, se loger ou même tout simplement se nourrir correctement, il faudra renverser cette économie capitaliste fondée sur la recherche du profit par une minorité de très riches privilégiés. C'est cet objectif que les travailleurs devront fixer à leurs luttes, en se donnant les moyens de l'imposer eux-mêmes.

Marc Rémy

Débat Martinez – Roux de Bézieux : les intérêts des travailleurs à la trappe

Alors que la fête de l'Humanité s'est tenue de façon restreinte en raison du Covid, le PCF a choisi, comme à son habitude, d'inviter plusieurs patrons et ministres, offrant une tribune supplémentaire à ceux qui ont déjà les médias à leur service, quand ils ne les possèdent pas directement.

Cette fois, c'est carrément Roux de Bézieux, le patron du Medef, qui a été invité à un débat avec Philippe Martinez, le secrétaire de la CGT.

Présenté par l'Humanité comme « le choc de la fête », ce débat n'avait rien d'un

combat. Le représentant des capitalistes assumait parfaitement les intérêts de sa classe, son parasitisme et les coups contre le monde du travail. Mais les intérêts présents et futurs des travailleurs, eux, n'avaient pas de défenseur.

Roux de Bézieux n'a affiché aucun complexe à bénéficié de l'argent public. Ainsi, à propos du plan de 100 milliards et de la prise en charge publique du salaire en cas de chômage partiel, il a déclaré : « *C'est l'État qui a stoppé l'activité économique. Il est donc logique qu'il vienne au secours des entreprises.* »

Roux de Bézieux a assumé avec le même cynisme l'irresponsabilité patronale en matière

d'environnement : « *Dans 99 % des cas, si produire en polluant moins était moins cher, on le ferait depuis longtemps.* » Il a aussi raillé les timides demandes de Martinez pour des « *places pour les salariés dans les prises de décision* », affirmant : « *Je reste capitaliste. Celui qui met l'argent, in fine, doit décider.* »

En affirmant sans complexe à la fois son parasitisme et sa mainmise absolue sur les décisions économiques, le porte-parole des patrons était dans son rôle. Mais, loin de mettre en cause la dictature capitaliste, le dirigeant syndical a au contraire cherché le consensus sur un terrain nationaliste. Il a réclamé que « *40 % des investissements publics soient nationaux* » ou à l'échelle européenne, au nom de « *règles sociales* » qui écarteraient les entreprises chinoises. Le patron n'a pu qu'approuver le fait qu'un syndicaliste se propose ainsi de débarrasser le patronat français de certains de ses concurrents.

Quant à l'instauration d'un smic européen, Roux

de Bézieux a indiqué hypocritement : « *Le problème, c'est d'aller convaincre le patronat polonais.* » À quoi Martinez a répondu : « *C'est à vous de le faire.* » Comme si le Medef pouvait être un allié pour la défense des intérêts des ouvriers polonais ou français ! Comme si les grands groupes français n'exploitaient pas féroce-ment les travailleurs des cinq continents depuis des siècles en jouant sur toutes les différences. Avec l'innocence de l'enfant qui croit au père Noël, Martinez souhaite « *recréer la solidarité* », non entre travailleurs, mais « *entre employeurs* » et souhaite que « *les entreprises puissent aider les petites, par exemple à mieux payer leurs salariés* ». Une hyène a plus de chances de devenir végétarienne.

Il n'est pas étonnant que Roux de Bézieux se soit félicité d'un tel débat, où un syndicaliste a pu faire croire que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre du patronat lui-même.

Christian Bernac



Rentrée scolaire : toujours plus chaotique

Au 10 septembre, 524 classes et 32 établissements entiers étaient fermés pour cause de contamination au coronavirus. Mais le lendemain, 11 septembre, Jean Castex, après le conseil de défense censé proposer des mesures pour endiguer sa circulation, n'a même pas évoqué l'école.

La situation est pourtant chaotique. Dans nombre d'écoles, de collèges et de lycées, des élèves ont été dépistés positifs sans que leurs camarades soient mis en quatorzaine. Les familles, comme les enseignants et tous les salariés qui font tourner les établissements scolaires, doivent donc se débrouiller seuls face à des décisions contradictoires variant d'un endroit à un autre. Le protocole sanitaire posant problème, le gouvernement l'a tout simplement allégé. Non seulement il n'a

débloqué aucun moyen, tel que l'embauche d'enseignants, de personnel de nettoyage, de surveillants, d'infirmières scolaires, mais il en a même supprimé.

Ainsi, des classes ont été fermées, non pas à cause du coronavirus, mais par économie, les enfants étant de ce fait amenés à s'entasser dans les structures restantes. C'est ce que dénoncent les associations de parents d'élèves de l'école maternelle Élisa-Lesourd de Fontenay-sous-Bois, où les très jeunes enfants se retrouvent

dans des classes à 29 ou à 31 du fait d'une fermeture. C'est la même colère qui est exprimée par des enseignants et des parents de Montreuil, dans la région parisienne. Vingt et une classes ont été fermées par les autorités académiques du département de Seine-Saint-Denis, dont un quart dans la seule ville de Montreuil. Et on pourrait multiplier les exemples. Partout parents, associations de parents d'élèves et enseignants continuent à dénoncer les classes surchargées. Trente élèves dans une classe de lycée n'est pas une situation exceptionnelle. Et, en ces temps de coronavirus, autant dire qu'il ne peut être question de distanciation physique.



Beaucoup d'autres problèmes sont aggravés par l'épidémie, comme l'impossibilité pour les enseignants en maternelle et primaire de faire laver leurs mains régulièrement aux enfants, surtout quand les points d'eau manquent. Or c'est le cas dans un quart des écoles. Dans plusieurs régions, aucun renfort pour la désinfection des lycées n'a été débloqué, alors qu'il faudrait au moins un doublement des postes pour s'acquitter de

cette tâche. Il n'y a pas assez d'infirmières scolaires.

Sans doute est-on encore loin de la situation de l'école publique dans d'autres pays, y compris les États-Unis. Mais l'orientation est la même. Avec l'aggravation de la crise, tout ce qui touche les classes populaires de près, santé, école, transports, est de plus en plus délaissé par un gouvernement sommé d'abord de sauver les profits des capitalistes.

Aline Rétesse

Lycée Paul-Éluard – Saint-Denis : le grand n'importe quoi de la rentrée

Jeudi 10 et vendredi 11 septembre, une trentaine d'enseignants du lycée Paul-Éluard de Saint-Denis ont exercé leur droit de retrait, tant la situation sanitaire de l'établissement leur paraissait alarmante.

En effet, à la rentrée, tout manquait dans ce lycée qui compte 1 900 élèves et plus de 300 adultes : l'État n'avait pas fourni les masques aux enseignants, alors que l'employeur est supposé

le faire, il n'y avait pas de gel hydro-alcoolique dans les salles et les quelques malheureux distributeurs à l'entrée des bâtiments étaient vidés en une heure. Quant aux toilettes vétustes,

elles ne disposaient pas de savon. Les sens de circulation dans les couloirs étaient aberrants, et enfin les deux infirmières étaient absentes et non remplacées. Les proviseurs ont demandé aux enseignants de patienter, le matériel devant arriver.

Mais, dès le lundi suivant, trois élèves dans deux classes différentes étaient malades du Covid. Dans une troisième classe, une quatrième élève qui présentait des symptômes, devait se faire tester. Face à l'inquiétude bien justifiée des enseignants et du personnel de vie scolaire, le proviseur, transmettant les consignes du rectorat, faisait savoir que les cours se dérouleraient normalement dans les classes concernées : les élèves qui avaient côtoyé les malades n'étaient pas considérés comme des cas-contacts, puisqu'ils portaient le masque !

La réalité est tout autre :

nombre d'élèves arrivent à la grille sans même porter de masque, ils le retirent dans les couloirs, sont dispensés de les mettre en éducation physique et sportive, l'enlèvent comme il se doit à la cantine. L'affirmation du rectorat, qui s'abrite derrière l'Agence régionale de santé, est pure hypocrisie. Cela a d'autant plus révolté les enseignants que le Premier ministre Castex, bien masqué, ayant passé deux heures avec le directeur du Tour de France, dans une voiture vitres ouvertes, se mettait, lui, en septaine et se faisait tester deux fois !

Dès jeudi 10 septembre, enseignants et personnel de vie scolaire ont donc décidé d'arrêter de travailler et ont contacté la presse : le soir même, les masques et le gel hydro-alcoolique étaient distribués aux enseignants. Mais ces derniers exigeaient aussi que les classes des élèves malades

soient testées et mises en septaine. Le mouvement s'est donc poursuivi le lendemain, pour permettre à tous de se rendre au rectorat. Sans surprise, la délégation n'a pas été reçue, le rectorat prétendant que les différentes demandes ne le concernaient pas. C'est se moquer du monde.

Le soir même, une nouvelle élève malade dans une autre classe étant testée positive au Covid, la direction faisait cette fois le choix de renvoyer les élèves de la classe chez eux pour se faire tester. C'est le moyen d'éviter que les élèves ne se contaminent entre eux et diffusent le virus dans leur famille, provoquant peut-être de nouveaux morts.

Alors que le rectorat montre son mépris en faisant la sourde oreille, la mobilisation a permis d'imposer la mise en place d'un début de protocole sanitaire.

Correspondant LO



Action logement : par ici les millions !

Le 7 septembre, Action logement a appris par voie de presse que le gouvernement s'apprête à prélever à nouveau dans ses caisses.

L'an passé, il y avait ponctionné 500 millions d'euros, transférés au budget de l'État.

Cet organisme,

cogéré par le patronat et les syndicats, a en principe pour rôle de financer la construction de logements sociaux ou intermédiaires afin d'aider les salariés à se loger.

Il est financé par une taxe, payée par une grande partie des entreprises, la Participation

des employeurs à l'effort de construction (PEEC), l'ex « 1 % logement », dont le taux est descendu à 0,45 % de la masse salariale. Cette manne financière en fait le principal bailleur social du pays.

Depuis déjà plusieurs années, lorsqu'un gouvernement annonce une

nouvelle politique pour le logement, il la finance en partie avec les fonds d'Action logement.

Malgré les besoins urgents de logements, cet organisme a 8 milliards de trésorerie non utilisée.

Ce gouvernement, comme ses prédécesseurs, voit là des fonds

sur lesquels mettre la main. En ces temps de crise, cette pratique est loin de s'atténuer. Pour financer ses largesses vis-à-vis du patronat, les caisses destinées au logement, tout comme celles des mutuelles, sont trop tentantes.

Inès Rabah

Gilets jaunes : les matraques sont toujours de sortie

D'après le ministre de l'Intérieur, 8 000 gilets jaunes ont manifesté samedi 12 septembre, dont 2 500 à Paris. Ses services avaient pourtant sorti le grand jeu pour empêcher ces contestataires de se montrer dans les rues.

Après des déclarations fracassantes dans les jours précédents et des arrêtés d'interdiction, en particulier dans le centre de Paris, les policiers ont commencé leur journée par plusieurs dizaines d'arrestations préventives le 12 au matin.

La loi permet désormais à la police d'arrêter une personne qu'elle soupçonne d'avoir l'intention de participer à une manifestation qui pourrait éventuellement mal tourner. Si ce n'est pas de l'arbitraire, cela y ressemble

quand même beaucoup. La police a de plus interpellé près de 300 manifestants lors des défilés.

Presque deux ans après les débuts de ce mouvement, et alors que le gouvernement a multiplié les tentatives pour le juguler, des grands débats pseudo-démocratiques aux promesses vides, des calomnies aux matraquages en règle, les mêmes questions sociales restent posées. Ni les salaires ni les retraites n'ont augmenté, les services publics sont

toujours sacrifiés, les fins de mois toujours difficiles. L'épidémie et le confinement ont de plus renforcé le sentiment entièrement justifié que ceux qui font réellement tourner le pays sont méprisés, alors que ceux qui prétendent le diriger sont exclusivement occupés à servir la soupe aux milliardaires.

Il y a donc toutes les raisons pour que bien des travailleurs regardent toujours avec sympathie les gilets jaunes, ou du moins une partie des revendications et de la colère qu'ils expriment.

Bien sûr, le mouvement a ses limites, ne serait-ce que par les objectifs mis en avant. La seule revendication commune à tous les



Dans la manifestation du 12 septembre.

gilets jaunes reste « Macron dégage » et elle ne peut rien résoudre. Bien des présidents se sont succédé dans ce pays, et quelques-uns d'entre eux ont même été « dégages », sans que le sort de la population en soit

amélioré pour autant. Derrière un Macron, il y a les vrais responsables, c'est-à-dire les capitalistes, leur État, leur organisation sociale, et c'est elle qu'il faudra bien finir par abattre.

Paul Galois

Tziganes : les crimes de l'État

En l'absence de réponse de la part du gouvernement français depuis près d'un an, deux associations se tournent vers les tribunaux pour que les familles de plus de 6 500 Tziganes internés entre 1940 et 1946 puissent accéder à une commission d'indemnisation.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, environ 500 000 Tziganes résidant en Allemagne et dans nombre de pays occupés par son armée furent exterminés. En France, si seule une minorité périt à Auschwitz, beaucoup furent internés dans une trentaine de camps de concentration, sous la surveillance de la police française. Cet internement fut favorisé par le décret pris le 6 avril 1940 par la III^e République à l'agonie, qui demandait aux préfets d'assigner tous les nomades à résidence dans certaines communes. À l'automne de la même

année, il ne restait plus aux autorités d'occupation qu'à demander au régime de Pétain de les interner dans des camps. Cette ignominie allait se prolonger bien après la chute d'Hitler et de Pétain, puisque certaines familles ne sortirent de ces camps qu'à l'automne 1946 !

Par la suite, l'État français eut du mal à reconnaître sa responsabilité et celle de sa police. Pour la rafle du Vél' d'Hiv' et la déportation des Juifs qui s'ensuivit dans les camps d'extermination, il fallut attendre un discours de Chirac en 1995. Les Tziganes durent patienter



Femmes et enfants tziganes internés dans le camp de transit de Rivesaltes.

vingt et un ans supplémentaires avant que Hollande se rende le 29 octobre 2016 sur le site d'un des camps d'internement, à Montreuil-Bellay dans le Maine-et-Loire. Entre-temps, une commission d'indemnisation avait

été mise en place, mais sa compétence reste encore aujourd'hui limitée aux familles des victimes juives.

Ce serait la moindre des choses que les familles des Tziganes internés aient droit à une indemnisation, même

si elle ne pourra jamais compenser tout ce qu'ils ont subi à l'époque de la part de l'État français et de sa police, un drame qui, comme celui des Juifs, s'enracine dans la barbarie capitaliste.

Jean Sanday

Sil rouge

Castex allume un cierge

Lors d'une visite d'usine en Seine-et-Marne le 14 septembre, le Premier ministre s'est adressé aux patrons à propos du plan de relance concocté spécialement pour eux : « *Tout cela ne fonctionnera qu'à une seule et unique condition : votre totale mobilisation !* »

Castex prétend que les 100 milliards d'euros du plan doivent servir à la préservation de l'emploi et des compétences des salariés. Mais, comme tout dépend du bon vouloir des patrons,

qui ne pensent qu'à leurs bénéfices, et à qui le gouvernement n'a imposé aucune obligation, il en est réduit à les supplier.

Alors que des plans de licenciements sont annoncés tous les jours, Castex prie le patronat de sauver les emplois. C'est avouer l'impuissance de son gouvernement à lutter contre le chômage.

Loyers des petites entreprises : éphémère alibi

Les ordonnances de mars 2020 permettaient aux petites entreprises de moins

de dix salariés de différer le paiement de leurs loyers et des factures d'eau, de gaz et d'électricité. Cette mesure vient de prendre fin le 10 septembre.

De fait, pour bon nombre d'entre elles, la baisse des rentrées d'argent liée à la crise a rendu impossible le paiement des loyers. Sa suspension était donc une mesure bien utile. Mais les mois de juillet et d'août n'ont bien souvent pas suffi à compenser leurs dettes. La fin de cette mesure, à cette date, va donc sans doute contribuer à aggraver le nombre

de faillites. Pour le grand patronat et le gouvernement, les petites entreprises ne sont qu'un alibi pour réclamer des aides.

Retour au monde d'avant

La ministre de la Fonction publique Amélie de Montchalin vient de confirmer dans une lettre aux syndicats du secteur public que le jour de carence pour les agents atteints du Covid-19 serait maintenu, c'est-à-dire que le premier jour d'arrêt ne sera ni payé ni indemnisé. Il avait été

provisoirement supprimé lors de l'épidémie et rétabli le 10 juillet. Pour le gouvernement, il n'était pas question de prolonger la mesure de suspension prise au début de la pandémie. Devant les protestations face à cette décision, le gouvernement a tout au plus laissé entendre que des ajustements seront possibles en fonction de la situation sanitaire.

Bien qu'elle soit difficile à mesurer, le gouvernement estime l'économie ainsi faite à environ 100 millions par an. Aux dépens des salariés de la fonction publique.

Médicaments: des pénuries à rendre malade

La Ligue nationale contre le cancer a lancé lundi 14 septembre une campagne pour alerter contre les pénuries de médicaments dont souffrent de plus en plus de malades.

Ces pénuries, qui ne datent pas de la crise sanitaire actuelle, sont en augmentation permanente. Un rapport du Sénat d'octobre 2018 recensait déjà pas moins de 530 médicaments qui avaient été en rupture de stock ou en tension d'approvisionnement en 2017, soit dix fois plus qu'en 2008. L'année 2019 a battu tous les records: 1 499 médicaments ont été signalés en difficulté ou en rupture d'approvisionnement auprès de l'Agence du médicament, l'ANSM, 34 fois plus qu'en 2008.

Parmi ces médicaments difficilement disponibles, ceux traitant les cancers sont en bonne place. Mais ce ne sont pas les seuls. Des médicaments dosés pour les enfants, des antibiotiques ou encore des

vaccins sont régulièrement introuvables. Le vaccin contre la tuberculose produit par Sanofi Pasteur a été en rupture plus de trois ans, après 2016, obligeant les praticiens à recourir, au prix de difficultés supplémentaires, à des produits de substitution. Celui contre l'hépatite B produit par GSK l'a été pendant des mois. En 2018, l'association France Parkinson lançait une pétition pour dénoncer la rupture de stock d'un médicament utilisé par 45 000 patients en France. Elle s'est prolongée durant des mois, du fait de la fermeture de l'usine américaine le produisant, et a grandement compliqué la vie des malades.

Comme l'a expliqué à la presse le professeur Axel Kahn, président de la Ligue

nationale contre le cancer, la pénurie de médicaments « est vraiment un problème lié à la structure économique du marché ». La pénurie concerne souvent des médicaments ou des composés relativement anciens, qui ne sont plus couverts par des brevets et dont les prix ont été tirés vers le bas par la concurrence. Souvent, pour optimiser la rentabilité de ces molécules, une seule usine les fabrique en masse pour toute la planète. Ainsi ce n'est pas tant le lieu de fabrication, en Chine, en Inde ou aux États-Unis, qui est à la source des pénuries, mais la concentration de la production poussée par la logique capitaliste. Dans les usines, la production est elle-même optimisée pour le profit, les stocks et les postes d'ouvriers calculés au minimum, les cadences au maximum, multipliant les risques techniques. Au moindre problème, retard



dans la chaîne d'approvisionnement de la ligne de fabrication, incident technique ou remise aux normes, l'usine s'arrête et la pénurie est mondiale. Pour les trusts de la pharmacie, peu importe le sort des malades.

Une société rationnellement organisée, ayant

rompu avec le capitalisme, répartirait les lieux de production en prenant en compte les risques de rupture des chaînes de fabrication et de distribution. La production coûterait sans doute plus cher. Mais la santé ne devrait pas avoir de prix.

Serge Benham

5G: profits cinquième génération

Devant un parterre de patrons de start-up réunis pour l'occasion dans un des salons de l'Élysée, Macron s'est moqué lundi 14 septembre des élus signataires d'une tribune réclamant un bien modeste moratoire de six mois sur le déploiement de la 5G en France.

Tout en nuance, le président les a comparés à des nostalgiques de la lampe à huile et aux membres des

communautés Amish hostiles à tout progrès.

La technologie de télécommunication de



Une antenne 5G.

cinquième génération promet des échanges de données beaucoup plus rapides, comme le téléchargement d'un film en haute définition en moins d'une seconde. Selon ses concepteurs, elle permet des progrès technologiques pouvant se révéler utiles à la société. Pour l'heure, elle ouvre surtout des perspectives d'enrichissement rapide à une multitude d'affairistes. Des opérateurs téléphoniques rivaux se battent déjà pour obtenir les licences. Les équipementiers y voient des perspectives de nouveaux marchés protégés. Les vendeurs de produits high-tech rêvent aux bénéfices réalisés sur les ventes à prix d'or des objets équipés de la 5G à ceux qui en ont les moyens.

Tous se réjouissent d'avance, confortés par les 7 milliards d'euros déjà

dédiés à la filière numérique dans le plan de relance.

Macron a voulu soigner son image de président tourné vers la modernité, dans la campagne déjà entamée pour sa réélection. Il a surtout montré à sa manière le rôle que joue l'appareil d'État, répondant toujours présent pour accorder son soutien aux milieux d'affaires. La question de l'utilité réelle des produits mis sur le marché reste accessoire à côté des profits envisagés et la diffusion réelle des progrès à toute la société est le cadet de leur souci.

Combien d'habitants de villages, et pas seulement, sont aujourd'hui encore privés d'un accès correct à Internet, alors que la désertification des services de l'État et même le télétravail imposé par le patronat le

rendent indispensable dans la vie quotidienne ?

Dans cette économie capitaliste, la mise au point de nouvelles technologies n'est pas faite pour faire progresser l'ensemble de l'humanité. Une fraction croissante de celle-ci n'a même pas accès aux versions précédentes, tandis que l'impact éventuel des nouveaux procédés sur l'environnement n'est pas pris en compte.

Dans un monde en pleine crise, l'argent continue de couler à flot pour les affairistes et les spéculateurs qui sentent venir la manne et la protection de l'État, avant de se jeter demain sur un autre secteur encore plus rentable. C'est apparemment cela que Macron et consorts appellent le progrès.

Gilles Boti

LVMH - Tiffany: luxueuse rupture

Le mariage prévu entre l'empire du luxe français LVMH et le joaillier américain Tiffany tombe à l'eau. Le groupe de Bernard Arnault, le capitaliste le plus riche de France et l'un des plus riches au monde, a retiré son offre de rachat.

LVMH avait pourtant fait sa cour en y mettant le prix, proposant une revalorisation de l'action qui portait la valeur de Tiffany à près de 15 milliards d'euros. Et Bernard Arnault y avait même mis les formes, faisant son offre à Tiffany deux jours avant

l'inauguration d'une usine Vuitton au Texas où, aux côtés de Trump, il exprimait sa fierté d'être l'un des grands groupes français dont les produits échappaient à la vindicte – et aux taxes – américaine.

Près d'un an après, le 9 septembre, LVMH a

annoncé la fin de l'idylle, entraînant la baisse des cours de l'action de Tiffany. Pour faire face à la mauvaise humeur des patrons du joaillier américain et aux poursuites engagées par leur armée d'avocats pour non-respect des termes de l'accord, Bernard Arnault peut compter sur l'État français. Pour justifier sa volte-face, LVMH a pu en effet s'abriter derrière une lettre du ministre des Affaires étrangères, Le

Drian, lui demandant de reporter la fusion, « incompatible avec les intérêts de la France du moment ».

Le malheureux Bernard Arnault aurait donc dû renoncer à sa fiancée américaine sur ordre exprès du gouvernement ? La version ne convainc pas tous les commentateurs, certains parlant d'une lettre de complaisance, tandis que d'autres, comme Mediapart, affirment carrément qu'elle a été écrite à

la demande de Bernard Arnault, qui voulait renoncer à un rachat devenu moins prometteur.

Le gouvernement, en bon serviteur de la classe capitaliste, ouvre les vannes de milliards de crédits et d'aides à l'ensemble de la bourgeoisie. Mais pour les sommets, dont le multimilliardaire Bernard Arnault fait partie, le service est personnalisé et se fait en direct.

Nadia Cantale

Turquie : les fanfaronnades d'Erdogan

« Monsieur Macron, vous n'avez pas fini d'avoir des ennuis avec moi », a lancé le président turc, Erdogan, le 12 septembre, pour répondre aux menaces brandies par le gouvernement français deux jours plus tôt.

Erdogan a aussi conseillé à la France de balayer devant sa propre porte, faisant allusion à la guerre menée en Algérie et à sa responsabilité dans le génocide rwandais, avant de rappeler le navire turc qu'il avait lancé en Méditerranée à la recherche de gaz naturel, dans une zone revendiquée par la Grèce.

Cet épisode fait suite à d'autres, destinés en réalité à détourner l'attention de la population turque de la crise qui s'approfondit. L'économie, déjà très touchée, s'écroule depuis quelques mois. Le cours de la livre turque a baissé en quelques semaines de 6,70 à 7,50 pour un dollar, ce qui devrait encore s'aggraver. Le corollaire

en est la baisse du niveau de vie de la population et la forte augmentation du chômage, qui dépasse déjà les 20 %. Le mécontentement s'accroît également, comme l'avaient déjà montré les résultats des élections municipales de mars 2019. Le parti d'Erdogan, l'AKP, avait alors perdu la plupart des grandes villes, notamment Istanbul et Ankara.

Erdogan et son gouvernement, pour pouvoir se maintenir au pouvoir, ont décidé d'accentuer la répression. Elle se double d'une démagogie délirante, tant sur le plan intérieur qu'en faisant grimper les tensions en Méditerranée orientale. Les postures belliqueuses envers la Grèce

et la France participent de cette mise en scène guerrière.

La répression est tout sauf feinte. En un an, sur des accusations d'atteintes à la personne d'Erdogan et de l'État, 36 000 plaintes ont été déposées, dont 308 contre des enfants. Récemment, un ancien militant de gauche âgé de 92 ans a été jeté en prison sur de vagues accusations datant de 2007. Les opposants, militants de gauche et nationalistes kurdes sont arrêtés par dizaines chaque semaine, en nombre croissant parallèlement à l'usure du pouvoir.

En matière de démagogie, l'imagination est au pouvoir. Lors de l'ouverture au culte très médiatisée de la célèbre basilique-musée Sainte-Sophie, Erdogan s'est vanté d'avoir mobilisé plus de 350 000 personnes. Cela répondait, prétendait-il, à une

« urgence vitale ». Pourtant, un an auparavant, lui-même déclarait encore que pareille chose serait folie, car des milliers de places restaient vacantes dans les mosquées situées juste en face.

Pour rester dans le même registre, Erdogan a annoncé le 19 août qu'un miracle allait avoir lieu en Turquie, suscitant de toutes pièces un climat d'attente fébrile dans l'ensemble de la grande presse, contrôlée à vrai dire à plus de 90 % par le gouvernement. Trois jours plus tard, le 21 août à midi, lors de la prière, le président, relayé par les médias, déclarait que la Turquie avait découvert un gisement de gaz naturel capable d'alimenter le pays dès 2023.

À l'appui du miracle, on a parlé de 800 milliards de mètres cubes de réserves, puis seulement de 320 milliards. Ce gisement aurait suffi à la consommation du pays durant vingt ans, diminué considérablement les grosses factures du gaz, voire permis de le rendre gratuit. Ces fables ont vite été éventées, des spécialistes décrivant une exploitation qui ne pourrait être réalisée au mieux que dans six ou sept ans, un gisement au volume très incertain et, coup de grâce, un pays ne disposant pas des technologies nécessaires et qui devrait collaborer avec de grandes multinationales qui prélèveraient leur part.

Pourtant, Erdogan et l'AKP sont réputés en matière de promesses clinquantes. Pas moins de 31 annonces

de découverte de gisements d'hydrocarbures ont été faites entre 2003 et 2020, chaque fois comme par hasard avant une élection ! Juste avant les municipales de 2019, par exemple, 20 000 milliards de mètres cubes de gaz auraient été découverts en Thrace.

Des gisements beaucoup moins fantomatiques n'en sont pas moins à la source des tensions en Méditerranée orientale. En Turquie, en Grèce, et même en France, le partage d'importants gisements sous-marins entraîne tous les acteurs, à commencer par le gouvernement Macron, à hausser le ton. Or, si les volumes de gaz qui excitent les convoitises étaient, selon les annonces du gouvernement chypriote en 2007, de 250 milliards de mètres cubes, l'estimation a ensuite rapidement fondu, sans que les consommateurs européens en aient encore vu la couleur. Six ou sept ans auraient pourtant dû suffire, selon des études techniques, pour que le marché européen soit alimenté.

Le « miracle » d'Erdogan se résume probablement à des gisements de faible rentabilité et aux volumes surestimés, qui ne suffiront pas à redresser sa popularité en chute libre. En attendant, les diverses puissances présentes dans le secteur brandissent des menaces réciproques. Dans le contexte de crise et de guerre commerciale entre puissances, il n'est pas sûr que cela reste purement verbal.

Julien Silva



Erdogan pendant un discours, le 21 août.

Rafale grecs : pour bombardier français

Samedi 12 septembre le gouvernement grec a confirmé des commandes d'armement pour un montant de dix milliards d'euros. Cette annonce, si inquiétante qu'elle soit pour la population grecque à qui on présentera la facture financière et humaine, a été saluée par le gouvernement français et les capitalistes qu'il représente.

L'armée grecque achète en effet 18 Rafale Dassault, leur équipement et leurs armements. On ne sait pas encore auprès de qui les frégates, hélicoptères, missiles et torpilles sous-marines seront commandés, mais les marchands de mort made in France sont évidemment sur les rangs. Florence Parly, ministre des Armées et par là même représentante de commerce de Dassault, a fait preuve du cynisme habituel pour arracher ce marché.

Le conflit autour des frontières maritimes entre la Grèce et la Turquie s'est envenimé récemment, depuis que des gisements de gaz ont été découverts dans les zones contestées. Du côté grec comme du côté turc, des gouvernements menacés de faillite jouent sur la corde nationaliste pour encadrer la population, adressant des messages belliqueux d'un bord à l'autre de la mer Égée. La diplomatie française a dès le début appuyé

la Grèce. Cet été, la marine française a dépêché des navires dans la zone contestée. Des manœuvres ont été organisées avec la marine grecque et deux avions Rafale sont allés parader. Il ne manquait qu'une banderole publicitaire : « *Bombardez français, facilités de paiement, dassault@gouv.fr* ».

La conclusion de ce premier marché et de ceux qui vont suivre, car la Turquie ne peut pas ne pas répliquer en achetant elle aussi des armements dernier cri, augmente considérablement la tension militaire, ajoutant une poudrière supplémentaire sur une planète qui n'en manque pas. On ne sait pas, et on ne saura probablement jamais, si l'État français a envoyé sa marine

avant ou après la promesse de contrat, mais cela ne change rien. On finira par comprendre, le jour où le gaz sera mis en exploitation en Méditerranée orientale, la part d'intérêt que Total et les autres industriels de la

branche avaient dans l'affaire. Pour les capitalistes et leurs hommes d'État, la guerre est un moyen comme un autre, voire meilleur qu'un autre, de faire du profit.

Paul Galois



Lesbos : enfermement criminel

Dans la nuit du 8 au 9 septembre, un incendie s'est déclaré dans le camp de Moria dans l'île grecque de Lesbos. D'après un réfugié interviewé par Infomigrants, c'est la présence d'agents venus faire des tests Covid 19 qui aurait déclenché la colère de résidents.

Ils refusaient cet examen et la perspective de voir le confinement se prolonger une fois de plus alors que la détection de 35 cas de Covid avait déjà entraîné la mise du camp en quarantaine. Affrontements, intervention de la police, gaz lacrymogènes : cette échauffourée, qui n'était pas la première, a été suivie cette fois d'un embrasement général.

Plus de 12 000 migrants, dont plusieurs milliers d'enfants, se sont retrouvés sur la route bloquée par des cars de police les empêchant de marcher vers Mytilène, la capitale de l'île. La plupart ont tout perdu. Dormant à même le sol, ils sont restés plusieurs

jours sans nourriture, sans eau, sauf à des robinets de stations-service par ailleurs fermées. Le 13 septembre, des centaines de femmes ont manifesté avec leurs enfants pour réclamer de la nourriture, mais surtout leur transfert sur le continent et la fin de ces camps de détention où les réfugiés attendent, parfois depuis deux ans, ou plus, qu'on statue sur leur sort.

La réponse du gouvernement très à droite de Kyriakos Mitsotakis, a été purement sécuritaire : envoi de renforts de police, avec gaz lacrymogènes, canons à eau, fourgons cellulaires. Il a été décidé de construire un nouveau camp



Manifestation à Lesbos.

de toile, bloqué par la police, à quelques kilomètres de l'ancien, pouvant contenir au moins 5 000 personnes. Pour le moment, 800 migrants ont accepté d'y être hébergés. Selon la presse, les services de renseignement ont aussi été sollicités pour enquêter sur cet incendie aux multiples départs de feux, attribués à un groupe de mafieux.

Mais, si le gouvernement grec s'apprête à reconstruire de nouveaux Moria, et pas seulement à Lesbos, c'est l'Union européenne qui en

est le commanditaire. Les gouvernements européens payent pour que les pauvres soient parqués le plus loin possible de leurs frontières, en sachant parfaitement que ces centres deviendront des prisons à ciel ouvert.

Cela rend d'autant plus infect leur apitoiement de circonstance sur le sort des rescapés de Moria. Pour le moment, seul le gouvernement allemand a proposé d'accueillir 1 500 réfugiés. Mais la Commission européenne s'est seulement déclarée

prête à financer le transfert immédiat et l'hébergement de 400 adolescents non accompagnés de Lesbos sur le continent...grec!

Quant au gouvernement français, il se distingue : le secrétaire d'État aux Affaires européennes a déclaré qu'il pourrait accueillir une centaine de migrants, notamment des mineurs isolés. C'est ce qu'il appelle « une réponse d'urgence et d'humanité »!

Une réponse où le dérisoire le dispute à l'odieux.

Sylvie Maréchal

États-Unis : feux de forêt et intérêts privés

Cet article est adapté d'un texte paru dans le bimensuel *The Spark* du 14 septembre, édité par le groupe trotskyste américain du même nom.



Des feux de forêt d'une ampleur inédite balayent toute la côte Ouest des États-Unis, provoquant un rideau de flammes et de fumées épaisses long de plus de 1 500 kilomètres. À ce jour ils ont entièrement dévasté 13 000 kilomètres carrés environ. Des bourgs entiers, des milliers de maisons et de locaux professionnels sont partis en fumée.

L'État de l'Oregon est très touché, avec 40 000 personnes déjà évacuées et un demi-million, un dixième des habitants de l'État, prêts à évacuer si nécessaire. Une trentaine de personnes ont déjà perdu la vie, mais bien plus sont portées disparues. Les autorités s'attendent à un lourd bilan humain.

Ces feux ne sont pas une surprise. N'en déplaise à

Trump et aux compagnies pétrolières et milliardaires qui payent pour des campagnes de communication, assénant que le changement climatique est un mensonge, ce dernier allonge les périodes de sécheresse, aggravant les feux de forêt qui reviennent chaque automne dans cette région.

Or rien n'a été fait pour contraindre les entreprises à freiner les émissions de gaz carbonique responsables de l'effet de serre et du réchauffement climatique. Au contraire le gouvernement, qui est aux mains des banques et des grandes entreprises, les soutient, incapable d'agir dans l'intérêt général de la population.

Même les mesures de prévention n'ont pas été prises. Le Service des forêts ne

finance pas de programme de débroussaillage systématique. Son budget sert habituellement bien plus à soutenir les grandes compagnies forestières privées qu'à réduire les risques d'incendie.

Bien que ces incendies soient saisonniers, les autorités, en Californie notamment, ne pratiquent pas de feux préventifs, afin de créer des zones sans végétation qui empêcheraient les flammes de se propager, comme elles le font actuellement quand les vents sont secs, chauds et violents.

La raison principale est de préserver les intérêts des promoteurs immobiliers qui construisent des maisons dans les zones boisées et n'ont jamais voulu que les fumées des feux contrôlés viennent régulièrement incommoder les clients potentiels. C'est pour les profits à court terme du marché immobilier que la végétation est laissée à l'abandon dans les sous-bois, constituant sur le long terme un danger bien plus grand.

Ces feux catastrophiques ne sont pas inhérents à l'activité humaine, pas plus qu'ils ne sont la conséquence d'une surpopulation, comme les présentent souvent les médias. Ils sont la conséquence de décisions prises, non pas en fonction des intérêts de la population, mais de ceux de la minorité capitaliste.

The Spark

Rapport d'Oxfam : un capitalisme toujours plus parasite

Dans un rapport publié le 10 septembre, l'ONG Oxfam montre comment, en pleine crise économique, la pompe à argent qui arrose les poches des plus riches capitalistes a encore vu son débit augmenter.

Ce rapport souligne que 32 des plus grandes entreprises mondiales auront réalisé en un an 92 milliards d'euros de bénéfices supplémentaires par rapport à la moyenne des quatre années précédentes.

On y apprend aussi que les 25 milliardaires les plus riches du monde ont vu leur patrimoine augmenter de 255 milliards de dollars entre la mi-mars et la fin mai. La hausse de la fortune du seul Jeff Bezos, patron d'Amazon, équivaldrait à verser une prime de 105 000 dollars à chacun des 876 000 salariés de l'entreprise de colis. Tout cela atteste que la crise déclenchée par le Covid-19 n'a fait qu'amplifier une tendance antérieure : le transfert des richesses des poches des classes populaires vers celles des capitalistes.

Mais le principal intérêt de ce rapport est qu'il analyse un des mécanismes à l'origine de cette amplification : pour

verser ces dividendes pharaoniques, les multinationales puisent dans leurs fonds bien au-delà de ce qu'elles gagnent. Toyota a ainsi distribué à ses actionnaires plus de 200 % des bénéfices réalisés depuis janvier. Chez le géant allemand de la chimie BASF, ce taux s'élève à 400 %. Le cas le plus révélateur est celui des six plus grandes compagnies pétrolières mondiales, qui ont enregistré une perte cumulée de 61,7 milliards de dollars entre janvier et juillet 2020. Elles ont malgré cela versé 31 milliards de dollars à leurs actionnaires au cours de la même période.

Ce degré de parasitisme jette une lumière crue sur l'absurdité du capitalisme en crise. Ces entreprises ne se contentent pas de ne plus investir. Elles puisent dans leurs réserves financières pour faire l'avance de profits non encore réalisés.

Thomas Baumer

Septembre 1920 : le congrès des peuples d'Orient

Le 1^{er} septembre 1920 s'ouvrait à Bakou, dans Caucase, le congrès des peuples d'Orient. Pour les dirigeants de l'Internationale communiste qui l'avaient convoqué, il symbolisait l'espoir maintes fois exprimé par Lénine que la révolution russe sonne le réveil des masses opprimées d'Asie et des colonies, et contribue de façon décisive au renversement de l'impérialisme.

Le premier conflit mondial avait entraîné les peuples coloniaux dans la boucherie européenne. Les soldats africains ou indiens avaient vu dans les tranchées de quoi leurs maîtres étaient capables en matière de sauvagerie, et ils ne voulaient pas reprendre leur vie d'esclaves. La manière dont les impérialistes vainqueurs se partageaient les dépouilles des vaincus, sans se soucier des peuples concernés, incitait ceux-ci à se ranger derrière des dirigeants nationalistes pour engager la lutte, comme en Turquie.

Dans ses *Thèses sur la question nationale et coloniale*, rédigées par Lénine, le deuxième congrès de l'Internationale communiste avait analysé les perspectives offertes par cette situation et les tâches qui incombaient aux communistes : le soutien aux mouvements révolutionnaires d'émancipation, mais aussi la construction d'un mouvement communiste indépendant dans ces pays.

C'est dans cette perspective que l'Internationale avait convoqué, peu de temps après son deuxième congrès, celui des peuples d'Orient à Bakou. Le choix de cette ville était en lui-même un symbole. Le délégué communiste américain, John Reed, commença ainsi son discours : « Vous ne savez pas comment se prononce Bakou en américain ? Il se prononce "oil" (pétrole). » À Bakou, une classe ouvrière composée de travailleurs originaires du Caucase, d'Asie centrale, mais aussi

de Russie, avait trimé pour enrichir les capitalistes du pétrole. Elle s'était soudée dans la lutte contre l'exploitation et pour la révolution.

Avec la révolution russe et contre les oppresseurs

Les délégués venus de Moscou traversèrent une Russie dévastée par la guerre civile. Alfred Rossmer, qui représentait les communistes français, décrit ainsi son arrivée à Bakou : « *Un meeting avait été convoqué. [...] Tous les costumes de l'Orient rassemblés dessinaient un tableau d'une étonnante et riche couleur. Les discours qu'il fallait traduire en plusieurs langues étaient frénétiquement applaudis. On les écoutait avec un intérêt passionné.* »

Près de 2 000 délégués étaient présents. Beaucoup étaient issus des nationalités opprimées par le tsarisme dans cette Russie qui avait été « la prison des peuples », Arméniens, Azéris, Géorgiens, Tchétchènes, Tadjiks et Ouzbeks, d'autres s'étaient frayé un chemin depuis la Turquie ou la Perse. Il y avait aussi quelques Indiens, Chinois ou Coréens. Leur voyage n'avait pas été sans danger. Deux délégués venus de Perse avaient péri dans l'attaque de leur navire par l'aviation britannique. Des navires anglais avaient également tenté d'empêcher les délégués turcs de traverser la mer Noire.

Tous n'étaient pas communistes. Le bureau du congrès fut constitué de deux fractions, l'une



Une réunion du congrès de Bakou.

communiste et l'autre sans-parti. Zinoviev, alors président de l'Internationale communiste s'en expliqua dès le début : « *Nous ne vous avons pas demandé à quel parti vous appartenez. Nous ne vous posons que les questions suivantes : Es-tu travailleur, fais-tu partie de la masse laborieuse ? Veux-tu mettre fin à la guerre civile et désires-tu organiser la lutte contre les oppresseurs ? Cela suffit. Réunissons-nous afin d'examiner les questions qui se posent devant tout l'univers.* »

Tous les délégués voyaient un espoir de libération dans l'union avec la jeune république soviétique, mais cela n'empêcha pas les débats d'être vifs et les désaccords parfois profonds.

La politique menée par les représentants du jeune État soviétique dans les régions d'Asie centrale fut même l'objet de vives critiques. Le représentant sans-parti du Turkestan, Narboutabekov, se plaignit ainsi « *des tendances étroitement nationalistes des*

Européens », invitant Lénine, Trotsky et Zinoviev à venir les constater sur place. La république du Turkestan avait pris son indépendance en vertu du droit proclamé par les bolcheviks à l'autodétermination de toutes les anciennes colonies tsaristes, assorti d'une proposition d'association. Mais cela n'empêchait pas les tendances grand-russes de certains cadres soviétiques, héritées de l'Empire tsariste centralisateur. Cela justifiait les avertissements du congrès de l'IC, et de Lénine en premier lieu, sur la nécessité d'être prudent et même de faire certaines concessions pour hâter la disparition du « *sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs* » que pouvaient ressentir les prolétaires d'un pays opprimé.

L'espoir de la révolution en Orient

Tous les délégués décrivent les conditions de l'exploitation dans leur propre pays. C'est dans un tonnerre d'applaudissements que furent votées à l'unanimité les thèses qui proclamaient : « *La révolution des masses laborieuses de l'Orient ne se bornera pas à chasser les impérialistes étrangers. Elle ne s'arrêtera pas à la constitution d'un régime qui tendrait à conserver l'autorité des sultans, des shahs, des émirs, des pachas, des beys, et à maintenir les travailleurs dans l'oppression. La révolution ne s'arrêtera pas non plus aux limites dites sacrées des propriétés privées. Elle développera ses efforts en une immense révolution*

agraire, qui fera passer la terre aux mains des travailleurs et abolira toute exploitation. »

Le congrès comptait également une cinquantaine de femmes déléguées, qui réclamèrent avec force les mêmes droits que les hommes dans tous les domaines. L'une d'elles, Bibinour, déclara : « *Nous autres, Orientales, nous avons subi une exploitation infiniment plus dure que les hommes, et nous sommes infiniment mieux au courant de tous les côtés sombres de ces éternelles captives que sont les femmes musulmanes d'Orient... Nous nous réveillons du cauchemar qui nous oppressait, nous secouons le joug qui nous étroit chaque jour, nous grossissons vos rangs du meilleur de nos forces. Vive la III^e Internationale ! Vive la section des ouvrières de la ville d'Aoulé-Ata et du Turkestan tout entier !* »

Le congrès de Bakou eut peu de conséquences immédiates mais, dans les années qui suivirent, des partis communistes furent créés dans la plupart des pays colonisés. L'onde de choc déclenchée par la révolution russe se propagea dans tout l'Orient et, à peine cinq ans plus tard, le prolétariat et l'immense paysannerie de Chine s'ébranlèrent pour tenter de se débarrasser de leur oppression séculaire. Mais l'Internationale n'était plus alors l'instrument de lutte qu'elle avait été au moment de Bakou. Elle était tombée sous la férule de Staline, « le grand organisateur des défaites », selon la formule de Trotsky.

Daniel Mescla



Les champs de pétrole de Bakou, à la fin du 19^e siècle.

Continental – Aix-la-Chapelle : la guerre aux salariés continue

Mardi 15 septembre en fin d'après-midi, à Hanovre, en Allemagne, un représentant de la direction centrale de Continental a annoncé froidement la fermeture de l'usine allemande de pneumatique d'Aix-la-Chapelle.

Les 1800 salariés seront mis dehors en 2021, jetant aux orties la prétendue cogestion syndicats-patronat. C'est la mise en route express du plan annoncé quelques jours auparavant par le PDG, Elmer Degenhardt: 30 000 suppressions d'emplois, dont 13 000

en Allemagne et dans « toutes les usines à fort coût salarial ». La branche pneumatique est la vache à lait du groupe, avec un tiers des effectifs et deux tiers des profits. L'usine menacée rapporte des millions et le groupe a des dizaines de milliards sous le coude,

mais cette annonce a pour seul but de montrer la détermination du groupe à trancher dans le vif, au cœur de son système, en Allemagne.

Le scandale, Continental l'espère, car il s'agit d'un message aux actionnaires et à la Bourse de Francfort : Continental va frapper dur contre ses salariés ! Cela, afin de faire remonter le cours de l'action tombé à 94 euros, contre 257 au plus haut, il y a trois ans. C'est le même scénario qu'en

2009, mais sans doute en bien pire. Les 1800 salariés d'Aix-la-Chapelle sont les premiers sacrifiés, sans doute pas les derniers.

Mais c'est aussi un message pour les 236 000 salariés du groupe et les milliers de sous-traitants. En Allemagne comme dans les usines en France, l'agression contre les travailleurs d'Aix-la-Chapelle déclare la guerre à tous les travailleurs du groupe.

Correspondant LO



**Dans les bulletins
Lutte ouvrière**

Notre vie d'abord !

En équipe de nuit, les chefs sont passés nous demander de faire des heures supplémentaires. Ils ont récolté un non général.

Nous demander de travailler comme des fous, alors qu'on ne fera plus de voitures dans quelque temps, faut pas pousser !

Renault Flins Presses

Les "héros" bientôt à Pôle emploi ?

Le 3 septembre est paru discrètement, au *Journal officiel*, le décret n°2020-1106 « relatif aux mesures d'accompagnement en cas de suppression d'emploi dans la fonction publique hospitalière » qui concerne le personnel fonctionnaire ou en CDI.

Après nous avoir fait applaudir tous les soirs et en continuant à nous enfumer par des discours plein de pommade, le ministère de la Santé fourbit ses armes... pour licencier à l'hôpital !

Il est urgent de montrer les dents !

CHU Limoges

Une grosse gamelle à portée de main

Lors d'une visite à l'usine de Poissy, Tavares a déclaré que la production de voitures allait baisser de 20 % et qu'il faudrait aller manger dans la gamelle des autres constructeurs pour s'en sortir.

Pour s'en sortir, la gamelle des actionnaires est suffisamment remplie. Elle déborde même !

PSA Trémery

Prends l'oseille et tire-toi !

Les patrons des entreprises ferroviaires se sont alliés pour obtenir des aides pour relancer le fret ferroviaire.

Mais, comme l'État n'impose aucune contrainte, Fret SNCF, qui touche ces aides, ne s'est même pas gêné pour supprimer en même temps 50 % des effectifs en région Centre.

SNCF Montparnasse

Parés pour la deuxième vague ?

Masques, gants, équipements de protection, tout ce qui a cruellement manqué au pic de la première vague d'épidémie est toujours en « tension ». Et maintenant, nous voici avertis que les stocks des blouses chirurgicales le sont aussi. C'est le manque d'anticipation dans tous les domaines !

Hôpital Nord Franche-Comté

Agfa-Gevaert, Cargill – Nord : rassemblement contre les licenciements



Vendredi 11 septembre au matin, 150 salariés se sont rassemblés à Lille, face à la préfecture du Nord.

Une partie d'entre eux travaillent à l'usine Agfa-Gevaert à Pont-à-Marcq. Le groupe belge, qui vend pour 2 milliards d'euros de matériel photo par an,

veut se débarrasser de son usine de Pont-à-Marcq, menaçant directement 175 emplois, ainsi que d'une usine à Leeds en Angleterre, menaçant là encore

76 emplois. Complice de ces licenciements annoncés, le gouvernement français garantit aux capitalistes propriétaires du groupe qu'ils n'auront pas à déboursier un seul centime pour la dépollution du site de 15 hectares s'ils trouvent un repreneur.

Fraude aux prestations sociales : haro sur les pauvres

À la différence de nombreux autres rapports, celui que vient de publier la Cour des comptes n'avalise pas les chiffres fantaisistes qui circulent sur la fraude aux prestations sociales.

Mais cela n'empêche pas ces hauts fonctionnaires de réclamer davantage de contrôles et de répression contre les travailleurs et les chômeurs, considérés a priori comme des fraudeurs.

« Cette enquête ne présente pas d'estimation globale du montant de la fraude aux prestations, les données disponibles ne permettant pas un chiffrage suffisamment

fiable », constate la Cour des comptes. Impossible donc d'estimer l'importance de cette fraude, mais près de 4 000 agents sont chargés de lutter contre elle, alors que les salariés qui aident les allocataires sont de moins en moins nombreux.

Ces discours expriment une méfiance instinctive envers les déclarations des petites gens et demandent en conséquence à Pôle emploi,

à la Sécurité sociale, aux Allocations familiales de les confronter systématiquement avec les fichiers de l'ensemble des administrations. Les moyens informatiques les plus modernes doivent être mis au service de cette enquête quasi policière pour toute demande d'allocation chômage, d'APL, d'indemnité journalière d'arrêt maladie, de pension de retraite, de minimum vieillesse.

Cette suspicion envers les travailleurs et les pauvres est à comparer avec la bienveillance qui entoure le patronat. Pour

ne prendre qu'un exemple récent : l'État a attribué 31 milliards d'euros au financement du chômage partiel, payant ainsi les salariés à la place des patrons. Une enquête a montré que, dans une entreprise sur deux en bénéficiant, les patrons avaient demandé à leurs salariés de continuer à travailler, mais sans que cela leur coûte un centime. Le patronat a le droit de piller en toute légalité l'argent public et, même quand il tire sur la ficelle, la République est bonne fille à son égard.

Jean Sanday

Dassault : attaques en Rafale

L'envolée, lundi 14 septembre, du cours de l'action Dassault Aviation a salué la commande probable de Rafale annoncée par la Grèce. On comprend que les spéculateurs y voient des perspectives alléchantes de profits, et que les actionnaires, au premier rang desquels la famille Dassault, se frottent les mains.

On se souvient aussi qu'il n'y a pas si longtemps les gouvernements de France et d'Allemagne mettaient le couteau sous la gorge de la Grèce pour lui imposer de dépenser moins pour les retraites et les services publics à destination de la population. Car il fallait rembourser les banquiers. Cette fois, pour acheter 18 avions de guerre à Dassault, le gouvernement français ne trouve rien à redire à la dépense de 2 milliards d'euros d'un État déjà fortement marqué par la crise: il faut servir les marchands d'armes.

Cette commande n'en a pas moins été commentée

favorablement par les travailleurs de l'usine d'Argenteuil, comme probablement dans les autres sites de production. D'autant que la direction générale organise durant ce mois de septembre une série de négociations pour leur faire payer la crise, avec au menu: des mesures de chômage partiel sur plusieurs sites (Argenteuil et Anglet) ainsi que des attaques sur le treizième mois et la participation. Ces attaques montrent que ce qui est sans doute une aubaine pour les actionnaires ne l'est pas pour les travailleurs!

Car, bien avant cette dernière commande, la



DASSAULT AVIATION S. RANDE

situation de l'entreprise était florissante. Dassault, avec une trésorerie positive supérieure à 4 milliards, avait largement les moyens d'assurer du travail pour tous, sans diminution de salaire, quelle que soit la

charge de travail. Le PDG de Dassault Aviation, Trappier, avait par ailleurs obtenu quelque 8 milliards supplémentaires de subventions pour la filière aéronautique, pour entre autres, paraît-il, «sauvegarder des emplois». Le gouvernement ne mettait d'ailleurs aucune condition ni aucun contrôle sur l'utilisation de ces milliards.

Tout cela n'avait pas empêché Dassault Aviation de mettre au chômage la

majorité des travailleurs en contrats précaires ainsi que des sous-traitants.

La famille Dassault profite d'un contexte général de crise économique pour tirer le maximum des travailleurs. Aucune commande d'avions ne l'empêchera de tenter d'imposer des reculs tant en matière d'emploi, de conditions de travail que de salaire. Seule la volonté des travailleurs à s'y opposer la fera reculer.

Correspondant LO

PSA – Douvrin: batteries de subventions publiques

Le groupe PSA a confirmé la création d'une usine de fabrication de batteries pour l'automobile sur la zone industrielle de Douvrin dans le Pas-de-Calais, dans le cadre d'une société commune à PSA, Opel et Saft (filiale de Total).

La construction devrait se faire sur des terrains et bâtiments qui viennent d'être revendus à l'État via l'EPF, établissement public foncier. Comme dans toutes ses usines, PSA a réduit ses surfaces en compactant les ateliers et en réduisant de manière massive les effectifs de son usine de Douvrin, la Française de Mécanique (FM). 2000 emplois y ont été supprimés rien que ces cinq dernières années. Il y avait encore plus de 6500 salariés il y a vingt ans, il y en a moins de 1700 aujourd'hui.

Les responsables politiques locaux, notamment

le président de la région Hauts de France, ainsi que le gouvernement se sont largement félicités d'avoir obtenu que ce projet se réalise à cet endroit, se vantant de la création future de plus de 2000 emplois, chiffre que la direction de PSA ne confirme absolument pas. Dans l'annonce qu'elle a faite aux syndicats, elle précise que les emplois de demain pourraient provenir de salariés de la Française de Mécanique ou de Total et ses filiales, et s'est dite incapable de donner un chiffre de recrutement. La FM prévoit en effet l'arrêt

de fabrication du moteur diesel d'ici un à deux ans et a réduit à une équipe au lieu de quatre la production de son moteur essence trois cylindres.

Beaucoup de salariés de l'usine ne se font pas d'illusion sur cette fabrique de batteries, ne serait-ce que parce que les salaires et revenus risquent d'être plus bas, comme c'est toujours le cas dans les filiales des grands groupes. 800 millions de subventions publiques sont prévus pour un projet qui devrait coûter 1,3 milliard, alors que les coffres de PSA sont remplis (9 milliards de profits ces cinq dernières années, en plus de réserves d'au moins autant). C'est scandaleux.

Ce projet est à l'image du plan de relance dernièrement annoncé par le gouvernement, qui va distribuer la plus grande partie de ses 100 milliards d'euros au soutien à l'économie. Des milliards seront distribués, sans aucune exigence ni contrôle, destinés avant tout à assurer les profits des actionnaires.

Seule une contre-offensive du monde du travail pourra faire cesser le pillage des fonds publics par les plus riches et imposer la création d'emplois utiles, la répartition du travail entre tous sans baisse du salaire.

Correspondant LO

General Electric Belfort: nouveaux licenciements prévus

Mercredi 9 septembre, General Electric a dévoilé un nouveau plan de licenciements au niveau européen. Les annonces faites ce jour-là concernent 1 225 suppressions d'emplois en Europe, dont 618 en France, avec notamment la fermeture du site de Villeurbanne, dans le Rhône.

La branche Hydro, qui concerne les turbo-alternateurs pour barrages hydrauliques, avait déjà subi un plan de licenciements en 2018. Elle n'est pas épargnée, avec 146 suppressions d'emplois, dont 135 en France. À Belfort, avec la fermeture pure et simple du site Hydro, il y en aura 89. Une trentaine de travailleurs pourraient faire l'objet d'un reclassement sur le site de Grenoble.

C'est le troisième plan en moins d'un an pour GE à Belfort. Aux 485 licenciements à Turbines Gaz, qui ont provoqué une grève en 2019 en début d'année, se sont ajoutés 185 postes supprimés au centre de services partagés finance. Enfin, 200 emplois ont été supprimés chez GE Power System (nucléaire et

charbon). General Electric montre une nouvelle fois que ses prétendus engagements, pris l'année dernière pour faire arrêter la grève, n'étaient que du pipeau. Ce groupe est d'ailleurs coutumier du fait, le mensonge est même devenu chez lui une seconde nature. Il touche de l'argent public, accepte toutes les aides, mais ne se sent aucunement engagé par des promesses.

General Electric devait paraît-il créer 1000 emplois, et au bout du compte il va en supprimer 1000 rien qu'à Belfort. Les pleurs et les jérémiades de tous ceux, politiques ou ministres, qui ont fait semblant de croire à ses promesses n'y changeront rien.

Correspondant LO

Puisque je vous dis que j'ai tout essayé pour relancer l'emploi !



Le Mans : grève dans les laboratoires d'analyse

Depuis de nombreux mois déjà, la colère montait parmi les salariées de Laborizon Maine-Anjou, ce laboratoire privé d'analyses médicales qui prend en charge tous les tests Covid du département de la Sarthe.

Le personnel est à bout car, aux difficultés habituelles, se sont ajoutés les milliers de prélèvements à assurer, dans un département où la circulation du

virus est active. Des plannings sont modifiés au dernier moment, des journées à rallonge de 7 h 30 à 19 heures sont imposées, avec des trous de quatre

heures pour assurer les tests en début et en fin de journée, de même que des semaines de six jours. Le manque de personnel est amplifié, après le départ des renforts étudiants de l'été qui ont repris leurs études. Enfin, bien sûr, les salaires sont insuffisants (1 350 euros en moyenne pour une infirmière). Seule une prime de 250 euros leur a été versée en août.

En première ligne se trouvent les infirmières chargées des prélèvements en laboratoire, dans les centres de dépistage et parfois même au domicile des personnes, sans compter les campagnes spécifiques à la demande de l'Agence régionale de santé (ARS) ou d'entreprises, pour les 24 heures Moto par exemple. Toutes ces raisons les ont poussées à réagir collectivement et à entraîner une partie de leurs collègues. « Avec les changements de planning et d'emploi du temps incessants, il n'y a plus de vie privée, sans parler des frais supplémentaires de garde d'enfants pour s'adapter aux horaires à rallonge »,

disaient-elles en menaçant de se mettre en grève le jour de la visite du grand chef de Biogroup, le laboratoire qui vient de racheter Laborizon.

Devant cette pression, le lendemain, la direction avait accepté de rencontrer les représentants du personnel au siège de Laborizon au Pôle santé sud du Mans. Mais elle a dit non en bloc à toute augmentation de salaire et, pour justifier son refus, a mis en avant un prétendu manque de visibilité. Cela n'a trompé personne, puisqu'elle avait promis la veille une prime d'intéressement en hausse de 10 %, prévoyant donc qu'il y aurait de l'activité. D'autant plus que Laborizon est dans une position de monopole sur les tests Covid dans le département, ce qui lui permet d'augmenter ses profits et, le Covid n'étant pas près de disparaître, de les voir encore augmenter à l'avenir.

Après que la direction a dit non en bloc à la demande de 200 euros d'augmentation de salaire pour tous, les infirmières se sont

donc retrouvées en grève lundi 7 septembre dès 7 h 15. Deux laboratoires périphériques de l'agglomération du Mans ont même dû fermer. Environ 70 infirmières, techniciennes et administratifs, sur environ 200 dans l'agglomération, avec leurs slogans, étaient heureux de se retrouver ainsi pour réagir.

Au bout du compte, la direction n'a accordé que quelques petites primes, bien loin des demandes d'augmentation salariale des grévistes ou du 13^e mois proposé par les syndicats, et fait quelques promesses pour améliorer les plannings et les conditions de travail. Mais cette grève a été l'occasion de se retrouver ensemble, après des années sans réaction collective, et il faudra certainement recommencer. Elle permet aussi d'étaler au grand jour les conditions dans lesquelles les travailleurs des labos d'analyse doivent réaliser les tests.

Correspondant LO



Infirmières rassemblées lors de la journée de grève.

Navigation de plaisance : Beneteau coule les emplois

Le groupe Beneteau, numéro deux mondial de la navigation de plaisance, doit détailler le 17 septembre les 710 à 1 390 suppressions d'emplois qu'il projette en France et dans le monde.

Ces mesures frappent 8 à 15 % d'un effectif de 8 300 salariés pour l'ensemble du groupe, avec la fermeture prévue de plusieurs sites : ceux de Marion, aux États-Unis, où la production ne cesse de baisser depuis dix ans ; une usine à Ljubljana en Slovénie, qui produit de petits voiliers sportifs ; une autre en Pologne. En France, 310 à 760 postes pourraient disparaître. Cela concernerait surtout les

fonctions support (bureaux d'études, etc.), car la direction voudrait garder une main-d'œuvre d'ouvriers et de techniciens qualifiés et spécialisés pour quand la reprise viendra, dit-elle.

C'est en Vendée, à L'Herbaudière et à Challans (395 travailleurs), que se trouvent les principaux établissements visés. Profitant de ce que la moyenne des salaires en Vendée se situe au 95^e rang départemental,

et est donc la plus basse du pays, Beneteau y exploite des milliers de travailleurs dans plus d'une dizaine d'établissements. On y construit des bateaux, et parfois des mobile-homes comme à Luçon, qui pourrait fermer.

Le patron invoque la crise sanitaire qui frappe la filière nautique. Mais cela fait des années que les sites qu'il menace ont des problèmes commerciaux, tandis que d'autres se portent au mieux et continuent de lui rapporter gros. En fait, la direction du groupe veut

profiter de la période actuelle pour « faire le ménage » dans la gamme de ses modèles, qu'elle ramène de 200 à 120, et dans le nombre de marques qu'elle exploite, qui passe de 12 à 8. Elle dit vouloir réduire ses coûts fixes afin, en clair, de maintenir à flot ses profits. Ce sont en particulier ceux de la famille d'Annette Roux, qui possède un quart du capital du groupe, et qui sait que l'État sera, comme d'habitude, aux petits soins pour elle.

Il n'en va pas de même pour les salariés, qu'elle

pousse vers la porte, ni pour ceux de Michelin, qui a récemment fermé son usine en Vendée, auxquels le patronat local disait, fin 2019, qu'il retrouverait toujours un travail car « il y a des postes à pourvoir chez Beneteau », ajoutant : « Mais que les salariés de Michelin ne s'attendent pas à y retrouver les mêmes conditions... » Même très mal payés, les emplois se feront encore plus rares dans ce département où, en quelques mois, le chômage (en catégorie A) a bondi de 40 %.

Pierre Laffitte

Verralia - Cognac : empêcher les licenciements

Mercredi 9 septembre, près de 200 salariés et militants de Verralia à Cognac (anciennement Saint-Gobain) ont manifesté pour exprimer leur indignation et leur refus du plan de 80 suppressions d'emploi rendu public en juin. Un mouvement de grève avait précédé.

Verallia veut fermer un four sur trois en fonctionnement, et licencier un tiers des ouvriers. La charge de travail est importante et les bénéfices le sont aussi : en juin également, les actionnaires se sont vu attribuer 100 millions d'euros par le conseil d'administration.

L'actionnaire majoritaire, le fonds d'investissement américain Apollo, se taillait la plus grosse part de la galette, mais aussi en France la Banque publique d'investissement, qui dépend de l'État. Le PDG non plus ne s'était pas oublié, il faut dire que c'est l'ancien directeur

de Goodyear qui s'était rendu célèbre pour un plan social à Amiens !

Tous ces requins ne se contentent pas d'exploiter les travailleurs, puis de les mettre dehors ensuite. Un expert financier a dévoilé que le groupe Apollo avait mis au point des montages avec des sociétés basées au Luxembourg et aux îles Caïmans, afin de transférer à son profit des centaines de millions d'euros. De plus, Verralia devrait bénéficier du plan de relance gouvernemental et de la forte baisse



des impôts de production.

Pour barrer la route à ces prédateurs, et empêcher ces licenciements « à vomir », comme dit un responsable

syndical, la lutte ne fait que commencer. Une nouvelle mobilisation était prévue le 17 septembre.

Correspondant LO



Aéroport d'Orly.

ADP: la contestation monte

Depuis la rentrée de septembre, la direction d'ADP, société gestionnaire d'aéroports comme ceux de Roissy et d'Orly, a dévoilé ses cartes en détaillant les attaques qu'elle prévoit. Mais de plus en plus de salariés affirment qu'elles sont inacceptables.

Alors que déjà des milliers de travailleurs d'entreprises sous-traitantes ont perdu leur travail à l'aéroport, le plan de la direction comporte 1 400 départs dits « volontaires » dont 700 seulement seraient remplacés. L'accord de performance collective (APC) comprend aussi la suppression de multiples primes, comme les indemnités kilométriques domicile-travail, la moitié du quatorzième mois, la moitié d'une prime sur le nombre d'enfants à charge. La majoration des heures de nuit et de week-end ainsi que la participation patronale à la mutuelle seraient réduites. Mis bout à bout, pour certains, cela représente jusqu'à 800 euros par mois de revenus en moins.

Depuis sa création en 1945, le groupe ADP a toujours fait des bénéfices. Le nombre de passagers doublait tous les quinze ans mais, en parallèle, le nombre de salariés a fondu, passant de 8 000 à 6 300 en vingt ans. Les salaires, eux, ont stagné, au point que certains se retrouvent en dessous du smic. La direction a multiplié les primes pour camoufler cela.

Alors, pour la première année depuis soixante-quinze ans qu'ADP gagne un peu moins d'argent, les salariés trouvent inacceptable de baisser aussi drastiquement leurs rémunérations. Pour l'instant, la majorité continue à penser qu'il est nécessaire de faire des sacrifices, mais uniquement limités, le temps de la crise du secteur aérien. À côté d'eux, d'autres commencent à affirmer qu'aucune baisse

n'est acceptable, quelles que soient les justifications de la direction.

L'inquiétude fait peu à peu place au mécontentement. Depuis le début de l'été, les travailleurs d'ADP se sont réunis à plusieurs reprises, et à chaque fois plus nombreux. Vendredi 11 septembre, l'heure d'information syndicale a regroupé 300 salariés à Roissy et autant à Orly. Pour répondre à la montée de la contestation, la CGT a appelé à la grève et à manifester dans l'aéroport de Roissy jeudi 17, en affrétant des bus depuis Orly.

De plus en plus de

travailleurs veulent que cette journée de grève soit une réussite et certains commencent à prendre des initiatives. Lundi 14 septembre, une cinquantaine de salariés se sont retrouvés à Paris, sous les fenêtres de la salle de négociation. Des autocollants et des affiches disant « *Touche pas à mon salaire* » ou « *Les salariés d'ADP disent non à l'APC* » commencent à fleurir à l'aéroport.

Ce jour-là, pour la première fois la direction a envisagé des petits reculs. Elle ne baisserait plus le taux des heures majorées et réduirait de 50 % au lieu de

75 % les indemnités kilométriques, mais uniquement pour les salariés en exploitation. Pour les travailleurs en horaire administratif et pour les nouveaux embauchés, en revanche, le projet initial s'appliquerait.

Ces tentatives de division entre catégories de travailleurs n'ont pas eu d'effet. Comme l'exprimait l'un d'eux, « *on se bat pour tout le monde* », « *ce qu'on a, on l'a obtenu des anciens et on veut le transmettre aux générations futures* ». Cette manœuvre de la direction est ressentie comme un encouragement à continuer.

Correspondant LO

Ryanair: un chantage odieux

Après avoir annoncé 3 000 suppressions d'emplois, la compagnie aérienne irlandaise Ryanair a contraint les pilotes sous contrat français à accepter une baisse de salaire de 20 %, sous peine de perdre leur emploi. Ce chantage a été effectué dans le cadre d'un accord de performance collective (APC), dispositif mis en place par Macron en 2017.

Pourtant cette compagnie de vols à bas coût est loin d'être aux abois. Elle a affiché un bénéfice net de plus d'un milliard d'euros en 2019. Et, l'année d'avant, celui-ci était de 1,45 milliard. Son actionnaire principal, Capital Group Companies, est l'un des trois plus gros fonds de pension du monde, avec un chiffre d'affaires annuel de 1300 milliards de dollars.

Si cette société parvient à être aussi rentable en vendant quelques dizaines d'euros des vols aller-retour, c'est en partie grâce aux subventions des aéroports et des collectivités locales. À ceux-ci, Ryanair réclame plusieurs centaines de milliers d'euros pour l'ouverture d'une ligne. En France, des présidents de région ou des élus à la tête de telle ou telle métropole, de gauche

comme de droite, n'hésitent pas à arroser d'argent public cette compagnie, des sommes directement versées sur des comptes situés dans des paradis fiscaux.

Mais c'est surtout en imposant des conditions de travail parmi les pires dans le transport aérien des pays développés que Ryanair réalise ses « prouesses » économiques. Les hôtesses et stewards ne disposent que d'un temps très réduit entre chaque vol, doivent se contenter d'un repas pris sur le pouce et sont contraints par leur direction à faire du chiffre sur les ventes à bord, seul moyen d'ailleurs d'améliorer un peu des salaires de

base dérisoires. Quant aux pilotes, épuisés par les cadences infernales, ils se sont mis en grève en 2017.

Ryanair a parfaitement les moyens de maintenir tous les emplois sans baisse de salaire. Seulement voilà, pour elle il n'est pas question d'écorner une partie de ses profits. À l'image de l'ensemble du grand patronat, elle entend se servir de la crise comme prétexte pour imposer des conditions d'existence encore pires à ses salariés. La rapacité des dirigeants de Ryanair, comme de tous les capitalistes, ne connaît aucune limite.

Denis Aler

RATP – Bus : contre la révocation d'Alex

Lundi 14 septembre, 80 travailleurs de la RATP et d'autres entreprises du département du Val-de-Marne se sont rassemblés au dépôt de bus de Thiais entre 5 heures et 7 h 30.

Ils dénonçaient la volonté de la RATP de licencier Alex, conducteur du dépôt de la commune voisine de Vitry et responsable syndical.

La direction l'accuse des blocages de son dépôt

pendant le dernier conflit, alors qu'ils étaient réalisés par des personnes extérieures venues soutenir la grève et qui, comme la majorité des travailleurs, voulaient le retrait de la réforme des retraites. La

RATP lui reproche aussi une altercation avec le directeur de son dépôt, dont l'arrogance est connue de tous, alors que celui-ci cherchait à l'empêcher de tenir après le déconfinement une permanence pour faire le point sur les conditions de travail, dans ce contexte de crise sanitaire.

La direction veut

empêcher que des travailleurs s'expriment, contestent ses choix et cherchent à faire valoir leurs droits sans rester isolés, alors que se profilent à l'horizon l'ouverture à la concurrence du réseau de bus et toutes les attaques dont elle sera le prétexte. Dans le dépôt, le rassemblement a permis de discuter avec les

conducteurs qui prenaient leur service ce matin-là, nombre d'entre eux se montrant révoltés par la révocation d'Alex et sensibles à l'idée qu'il va falloir se mobiliser pour la dénoncer.

Le combat ne fait que commencer. Non à la révocation d'Alex !

Correspondant LO

Auchan : coffres pleins, les Mulliez licencient

Quinze jours après avoir déclaré une augmentation de 15 % de la marge opérationnelle de l'ensemble des magasins sur le premier semestre 2020, la direction du groupe Auchan a annoncé la suppression de 1 475 emplois.

La famille Mulliez, sixième plus grosse fortune du pays grâce au travail des salariés d'Auchan, Decathlon, Leroy Merlin, Kiabi et de nombreuses autres enseignes, en veut encore plus.

La crise sanitaire ne peut même pas servir de prétexte. Car si le trafic a chuté de 30 à 40 % au début du confinement, d'après les chiffres

publiés par le groupe, ensuite les achats par client ont en moyenne grimpé de 80 %. Au 30 juin, le chiffre d'affaires déclaré a augmenté de 0,8 %. Les commandes ont explosé sur Internet, ce qui se traduit par une charge de travail accrue sur les sites dédiés et une restructuration accélérée des magasins sur le dos des salariés.

Déjà en janvier 2020, avant même la vague épidémique, 677 emplois ont été supprimés dans les sièges du groupe. L'année précédente, 21 hypermarchés ont été fermés. Aujourd'hui, les suppressions d'emplois visent les services administratifs des magasins, mais aussi la logistique, les services après-vente et, dans les rayons, le management des lignes de caisses. Cela va se traduire par plus de travail pour les caissières et caissiers qui, en plus de leur tâche, devront approvisionner les rayons.

Ce que le directeur général d'Auchan définit dans une interview par les termes de « plus de polyvalences et de polyactivité » est une augmentation de la charge de travail. Trop poly pour être honnête !

Le groupe Auchan multiplie les plans d'économies et les suppressions d'emplois. Les Mulliez ont récupéré 184 millions d'euros chez Auchan sur les six premiers mois de l'année, sur un total de 423 millions d'économies déjà réalisées depuis le lancement du plan Renaissance,

avec un objectif affiché de 1,1 milliard d'euros d'ici 2022.

La crise sanitaire n'est donc qu'une occasion d'accélérer les suppressions d'emplois, chez Auchan et dans tout le groupe.

La fortune des Mulliez est colossale. Elle est faite du travail de centaines de milliers de salariés sur des dizaines d'années. C'est là qu'il faut prendre l'argent pour les salaires présents et à venir des travailleurs de toutes les enseignes du groupe.

Philippe Logier

Alinea : la légalisation de l'escroquerie

Le tribunal de commerce de Marseille a validé lundi 14 septembre l'offre de reprise d'Alinea par la famille Mulliez, alors qu'elle en était l'ancienne propriétaire.

En effet le 16 mai dernier cette famille richissime, qui possède entre autres Auchan, Leroy-Merlin, Decathlon, avait déposé le bilan de l'enseigne de meubles qui compte 1 857 salariés et 26 magasins à travers la France. D'un tour de passe-passe, elle en récupère aujourd'hui la propriété.

Au passage, 992 salariés sont mis à la porte et près des trois quarts des magasins seront fermés. De plus, 70 millions de dettes vont être effacés et deux fournisseurs vont devoir renoncer à voir leurs factures payées et

leurs commandes honorées. Même le plan de licenciements sera payé par l'AGS, association de garantie des salaires, c'est-à-dire les autres entreprises.

En clair, le tribunal vient de permettre à une des plus riches familles françaises de s'enrichir en jetant à la rue les salariés et en volant ses fournisseurs, en toute légalité. Cette escroquerie est permise par l'ordonnance du 20 mai dernier. Jusqu'à présent, quand le propriétaire d'une entreprise la plaçait en faillite, et se déclarait donc dans l'impossibilité de

rembourser ses dettes et factures vis-à-vis des salariés, de l'État, des organismes sociaux et de ses fournisseurs, il lui était tout de même impossible d'en reprendre les rênes, une fois l'ardoise effacée. Même la légalité bourgeoise, peu soucieuse des salariés mais censée arbitrer les différends commerciaux et financiers entre capitalistes, l'avait interdit.

Mais, en période de Covid et sous prétexte d'éviter la disparition de petites entreprises, le gouvernement a fait passer une ordonnance qui permet à un capitaliste, quelles que soient sa taille et sa fortune, d'annuler ainsi ses dettes et de garder la

propriété de l'entreprise.

C'est une manière de prendre le beurre, l'argent du beurre et de licencier la crémière par-dessus le marché. Les Mulliez n'ont pas

hésité un instant à grossir ainsi leur fortune, déjà estimée à 23 milliards d'euros. Pourquoi s'en priver, quand la loi le permet ?

Christian Bernac



Mobilisation le 1er août des salariés d'Alinea à Noyelles.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal septembre 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Sommet Chine – UE: **considérations humanitaires et guerre économique**

Lors d'une rencontre par Internet, lundi 14 septembre, avec la Chine, les dirigeants de l'Union européenne (UE) ont fait « preuve de fermeté », disent-ils. Ils ont dénoncé la répression par l'État chinois de la minorité musulmane ouïgoure et ont exprimé leur soutien aux manifestants de Hong-Kong.

Le président chinois aurait reculé et cédé sur la voie d'un « bon » accord économique pour l'UE. Voilà la fable officielle. En réalité, derrière cette façade, la guerre économique généralisée s'aggrave entre les États-Unis, la Chine et les différents pays qui composent l'UE.

Les dirigeants européens voudraient que la Chine ouvre son marché à leurs investissements, en particulier pour leurs constructeurs automobiles et pour leurs firmes de télécommunication. Ils veulent aussi que les entreprises chinoises limitent leurs exportations

d'aluminium, d'acier et de composants de haute technologie. La Chine, elle, veut un accord avec l'UE pour protéger ses exportations et ses investissements en Europe car, très attaquée par le gouvernement américain, elle recherche des alliés.

La guerre commerciale menée par les États-Unis contre la Chine est montée d'un cran cet été, notamment dans le domaine des hautes technologies. Le gouvernement de Donald Trump a interdit à tous les producteurs mondiaux de semi-conducteurs de vendre des puces électroniques au géant des

télécoms chinois Huawei sous peine de sanctions américaines. Le leader mondial de ces semi-conducteurs, le taiwanais TSMC, qui grave les puces électroniques pour Huawei, a dû arrêter net la production pour son client chinois, ce qui a totalement coupé Huawei du marché international des semi-conducteurs. Trump a aussi imposé à l'entreprise chinoise possédant l'application de partage de vidéos TikTok, qui a plus de 100 millions d'utilisateurs aux États-Unis, de vendre son activité dans ce pays à une entreprise américaine.

La position de force momentanée de l'UE dans ses négociations avec la Chine est en fait une conséquence de l'agressivité économique du gouvernement américain. Si un accord voit le jour entre l'UE et la Chine, rien

ne dit que l'UE s'y tiendra, si les États-Unis l'obligent à les suivre dans leur offensive. Et puis rien ne dit non plus que l'UE soit capable de surmonter ses rivalités internes pour arriver à un tel accord.

En dix ans, la Chine a investi 150 milliards d'euros en Europe, sans accord conclu avec l'UE. Ces investissements ont été faits dans le cadre d'accords bilatéraux avec différents États européens. Notamment, dans le cadre du projet de « nouvelles routes de la soie » qui doit relier par voie ferroviaire et maritime la Chine à l'Europe et à l'Afrique, le gouvernement chinois a réussi à entraîner 17 pays d'Europe centrale et orientale, indépendamment de l'autorité de l'UE. Même la France et l'Allemagne, qui en sont les puissances dominantes, n'ont

pas exactement les mêmes intérêts économiques vis-à-vis de la Chine. En tournée des capitales européennes juste avant le sommet UE-Chine, le ministre des Affaires étrangères chinois a été mal reçu en Allemagne et dans plusieurs autres pays du nord de l'Europe économiquement très liés à l'Allemagne. Par contre, en France, d'après la presse, la rencontre s'est très bien déroulée.

Les rivalités entre grandes puissances sont une des raisons du chaos économique. Attisées par la crise, ces rivalités rendent les échanges économiques et les investissements instables et incertains. Cela aggrave en retour la crise économique, constituant un cercle vicieux qui mène la société droit à la catastrophe.

Pierre Royan

Tour de France: la machine à cash

Le Tour de France s'achève le 20 septembre, après trois semaines de coups de pédale et d'efforts dantesques. D'ordinaire, la course a lieu en juillet. Covid-19 oblige, elle a été reportée, mais pas annulée.

C'est que le Tour de France, la première compétition cycliste au monde, est une grosse affaire. En temps normal, ses organisateurs se vantent de cinq millions de spectateurs sur les routes. Cette année, s'ils étaient moins nombreux sur les bas-côtés, les audiences télévisuelles ont battu des records et ont

rapporté gros!

C'est que les municipalités continuent de payer le prix fort (100 000 euros au bas mot) pour accueillir une étape. Et, surtout, les diffusions en direct à la télévision dans 100 pays, et en différé dans 90 autres, représentent une manne financière. Le Tour est organisé par Amaury Sport Organisation, appartenant à la famille Amaury. Celle-ci, 452^e fortune française avec 180 millions d'euros, possède également le journal *L'Équipe* et la chaîne télé du même nom, le Rallye Dakar, le Tour de France à la voile,

le Marathon et le semi-Marathon de Paris, l'Open de France de golf, etc. Le Tour de France cycliste est la pépite du groupe.

Il n'y a aucun suspense sur les véritables gagnants de cette épreuve. Comme d'habitude, ce seront les Leclerc, Continental et autres, dont les logos satureront les mirettes des téléspectateurs. Et, quel que soit le coureur qui endossera le maillot jaune à l'arrivée, le Crédit lyonnais est déjà certain d'être au sommet du podium pour la 33^e année consécutive.

Michel Bondelet



Élections législatives partielles: **votez Lutte ouvrière!**

Dimanche 20 septembre, des candidates et candidats de Lutte ouvrière seront présents dans cinq circonscriptions sur six, pour faire entendre le camp des

travailleurs. Au moment où, à la suite de la crise sanitaire, la liste des plans de licenciements s'allonge, le gouvernement Macron-Castex se borne à annoncer un plan de

relance de 100 milliards offerts aux entreprises.

Ces milliards iront directement grossir les profits et seuls les financiers et autres capitalistes y trouveront leur compte.

Les élections n'y changeront rien, c'est un fait. Mais c'est l'occasion d'opposer à la logique patronale des suppressions d'emplois pour un profit maximum, celle de

la répartition du travail entre tous les salariés, quel que soit leur statut, et ce sans perte de salaire.

Et c'est bien le seul geste utile dans ces élections!

V.L.

9^e circonscription du Val-de-Marne:

Sandrine Ruchot,
technicienne de laboratoire
Franck Gilleron
(suppléant), cheminot

Réunion publique

Jeudi 17 septembre
à 19 heures
à Alfortville

École polyvalente Bérégovoy,
rue Véron

11^e circonscription des Yvelines:

Patrick Planque,
ouvrier de maintenance ferroviaire
Christine Égasse
(suppléante), employée en caisse de retraite

Réunion publique

Vendredi 18 septembre
à 19 heures
à Trappes

Maison des familles,
21, rue Jean-Zay

5^e circonscription de la Seine-Maritime:

Valérie Foissey, aide-soignante au CHU de Rouen
Frédéric Podguszer (suppléant), mécanicien dans l'industrie automobile

1^{ère} circonscription du Haut-Rhin:

Gilles Schaffar, enseignant en lycée professionnel
Huseyin Karaduman (suppléant), moniteur d'atelier

3^e circonscription du Maine-et-Loire:

Patricia Peillon, postière
Bernard Mougey (suppléant), retraité de la métallurgie